

Des idées pour changer le monde

Il y a de très bonnes raisons pour que le débat ouvert à l'occasion de la prochaine élection présidentielle en France ne traite pas des véritables problèmes. La première est que la gauche est à bout de souffle. Son acceptation des valeurs et des analyses de l'économisme régnant la prive désormais de programme. Les corrections à apporter au système libéral-capitaliste qui, depuis 1945, avaient nourri le réformisme — intervention de l'État garantissant le plein-emploi, progressivité de l'impôt sur le revenu, sécurité sociale et protection contre le chômage, nationalisation des grandes branches industrielles ou bancaires — ont fait long feu. La compétition a les exigences que l'on sait. La gauche n'a plus rien à dire et aucun candidat des grands partis n'opposera donc à l'idéologie dominante — libéralisme, marché, monétarisme — un autre projet de société.

La seconde raison est que les conditions du débat électoral relèvent désormais en Europe, comme depuis longtemps en Amérique, du césaro-populisme médiatique, c'est-à-dire du degré de confiance inspiré par les têtes des candidats, et non du débat d'idées. La recherche des voix du centre inspire les stratégies électorales, l'essentiel étant de rassurer les classes moyennes dont la « culture de satisfaction », selon l'expression de l'économiste John Kenneth Galbraith, continuera de s'épanouir. L'enjeu du pouvoir contraint aussi la classe politique à demeurer « réaliste », à ne pas ouvrir le débat sur les grandes questions, mais au contraire à les noyer dans le discours le plus vague possible.

Passée l'exaltation provisoire de l'élection elle-même, le malaise de l'opinion persistera. Les frustrations profondes créées par l'absence de réponses aux problèmes fondamentaux — détérioration de l'emploi, injustices et inégalités, exclusion, dérision des droits de l'homme, accroissement de l'anarchie mondiale, développement de guerres civiles atroces, migrations et peurs — demeureront et, sans doute s'accroîtront.

Une telle situation n'est pas stable. De nombreux signes montrent que le recours aux solutions autoritaires, nationalistes, populistes, puis fascistes n'est plus à exclure, et toute aggravation de la situation économique ou des phénomènes migratoires pourraient accélérer cette évolution. L'absence de solution de rechange, capable de résoudre des problèmes que l'idéologie libérale actuelle ne maîtrise pas, est donc préoccupante. Or la gauche ne paraît pas convaincue qu'il soit nécessaire de proposer un autre « modèle de société ». Il s'agirait là d'une entreprise à la fois trop difficile et peu utile. Chacun le sait, les idéologies seraient mortes. Le progrès politique ne dépendrait plus de la mise au point d'une nouvelle vision du monde, mais de la gestion quotidienne. Il serait inutile de s'opposer au libéralisme triomphant ; il suffirait de l'aménager de façon intelligente et sociale, ce qui demeurerait possible, en dépit de difficultés passagères.

Or ce type de raisonnement n'est que l'expression d'une idéologie de droite. Il est indispensable aujourd'hui de concevoir un autre « modèle de société » et de dénoncer l'idée qu'il s'agit là d'une tâche titanesque, exigeant un long travail d'analyse. Les données du problème sont en effet simples. Le libéralisme capitaliste et démocratique a démontré sa supériorité sur le socialisme bureaucratique, et il ne saurait être question de revenir à une gestion étatique de l'économie. Mais les structures du système actuel conduisent à des conséquences insupportables. Ce sont donc bien ces structures qu'il faut modifier et le sens dans lequel elles doivent l'être est indiqué par l'absurdité même de certaines réalités tenaces :

- le mécanisme de compétition mondial entraîne une concurrence entre travailleurs des pays riches et travailleurs à très bas salaires des pays pauvres, et crée le chômage et l'exclusion chez les premiers sans pour autant réduire l'exploitation des seconds ;

- le commerce des armes encourage et aggrave les guerres civiles que l'on cherche par ailleurs à apaiser ;
- l'entretien d'appareils militaires très performants, qui coûtent plus de 1 000 milliards de dollars par an, et qui sont parfaitement inutilisables quand il s'agit d'imposer la paix ;
- un concert de grandes puissances qui prétend diriger le monde en matière de sécurité et d'économie, mais se contente d'interventions brouillonnes et timides et ne résout aucun problème.

Risques de fascisme

L'économie ne conduit plus à l'enrichissement progressif de toutes les catégories sociales, dans les pays riches comme dans la périphérie pauvre, par retombées successives. Elle n'est plus fondée sur un « fordisme » qui utilisait, dans le cadre de marchés essentiellement nationaux, des travailleurs semi-formés en grand nombre, payés et protégés socialement de manière à devenir des consommateurs de produits de masse standardisés. Elle tend au contraire, dans le cadre d'un marché du travail mondial, avec un système de production de plus en plus mécanisé et automatisé, à faire disparaître toute protection sociale, à faire baisser les rémunérations et à rechercher la clientèle de catégories privilégiées. La maximisation des profits fabrique des chômeurs et des exclus qui n'ont ni importance économique ni possibilité d'expression politique. L'irrésistible intégration économique planétaire s'accompagne de l'imposition du modèle de vie occidental à un monde pauvre qui n'est ni préparé à le recevoir ni mis en mesure de l'atteindre, ce qui provoque des réactions identitaires, sociales, culturelles et politiques catastrophiques.

Les conditions de la sécurité sont par ailleurs transformées : les pays riches, notamment les grandes puissances, n'ont plus de revendications territoriales les uns à l'égard des autres et il n'y a pratiquement plus de risques de guerres entre États. Le monde n'est plus conforme à la doctrine de Clausewitz. On assiste en revanche au développement des conflits au sein des États, et à la réapparition des risques de fascismes. Les menaces nouvelles, qui apparaissent ainsi au Sud comme à l'Est, ne pourraient être réduites ou maîtrisées que par des stratégies de prévention comportant une aide économique massive que les gouvernements actuels sont incapables de mettre en œuvre.

Un système fait de centres de décisions nationaux, d'armées nationales, d'alliances sans ennemis, et de mécanismes de « sécurité collective »¹ incapables de fonctionner n'est évidemment pas en mesure de répondre aux défis des crises identitaires, des guerres civiles, des migrations massives ou de la destruction de l'environnement. Les institutions actuelles — Nations unies, Fonds monétaire international (FMI) et le groupe des sept pays les plus riches (G7) — ne sont pas en mesure de contrôler et de diriger le mouvement d'intégration mondial. Et, sur le plan économique et social, des systèmes fiscaux qui cristallisent les structures de classe et accroissent les inégalités, des méthodes éducatives qui ne répondent pas à la mutation permanente des types d'emploi (lire pages 16 et 17), des investissements publics strictement nationaux qui excluent les régions pauvres, n'ont aucune chance d'empêcher des distorsions catastrophiques. La modernisation des structures héritées du passé s'impose donc à la fois sur le plan des institutions politiques et sur celui des mécanismes de répartition de la richesse. Les grandes lignes de ce que devrait être un autre modèle de société découlent logiquement de ces constatations.

¹ Lire Maurice Bertrand, "Le mythe de la sécurité collective vole en éclats", le Monde diplomatique, juin 1994.

Elles comportent d'abord la définition d'un cadre politique mondial, parce que c'est seulement à ce niveau que peuvent être correctement assurées désormais les fonctions de sécurité et celles de contrôle de l'intégration de la société. Cela suppose un véritable système de sécurité, ce qui signifie l'abandon de la « sécurité collective » inefficace de type onusien, et son remplacement par les méthodes de « sécurité coopérative », de vérification réciproque, de réduction des armements et de coopération économique et culturelle qui ont fait leurs preuves à la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Il faut également mettre en place des mécanismes de prévention efficaces, c'est-à-dire des fonds d'intégration mondiaux, alimentés par une fiscalité mondiale et capables de faire dans les régions pauvres les investissements publics indispensables au relèvement rapide des niveaux d'éducation et de vie ; imposer l'interdiction du commerce et de la fabrication de certaines armes ; créer des mécanismes de vérification des principes de respect des droits de l'homme et des peuples souscrits par les États. Un directoire mondial représentatif des grandes puissances et des diverses régions et un Parlement mondial permettraient de faire fonctionner l'ensemble.

S'attaquer à tous les blocages

Au niveau national, un système de redistribution des richesses capable de corriger la tendance à la constitution de castes héréditaires, qui maintient en cette fin de XXe siècle un système strictement féodal, ne peut plus reposer sur la seule fiscalité progressive des revenus. Il doit être capable de garantir l'égalité des chances par une réforme profonde de la fiscalité sur les successions² établissant des taux très progressifs sur les grandes fortunes afin d'interdire la transmission d'un pouvoir économique oppressif, tout en protégeant les patrimoines familiaux moyens ; par une restructuration des budgets publics en fonction des véritables priorités, faisant passer la lutte contre le chômage avant celle contre l'inflation ; enfin par une réduction drastique des crédits militaires et un accroissement corrélatif de ceux consacrés à l'enseignement et à la formation permanente, notamment par un usage adéquat de la télévision.

En définitive, il est temps de sortir de la confrontation pour définir une culture de coopération, et de rechercher le développement des hommes et non l'amélioration des produits marchands. L'identification des structures capables de faire fonctionner correctement une société devenue à la fois post-fordiste et post-clausewitzienne n'est pas à cet égard l'obstacle majeur à surmonter. En revanche, la distance qui sépare la vision d'un autre modèle de société de son adoption par la classe politique et l'opinion reste considérable. Elle est encombrée par des tabous et un « réalisme » qui n'est autre que le refus d'accepter les conséquences du changement. Il en va ainsi des interdictions de toucher à l'armée (sous peine d'être accusé de veulerie ou de trahison), au patrimoine familial héréditaire (quelle que soit sa dimension ou les conditions de son acquisition), à l'intérêt national (quelle que soit l'étroitesse des vues que la formule protège), au niveau de la pression fiscale (quelle que soit son impact réel) et, bien entendu, au monétarisme (sous peine d'être traité d'ignorantin).

Certes, il faut quelque courage pour s'attaquer à tous ces blocages. Pourtant, la gauche ne retrouvera son inspiration internationaliste et humaniste que si elle accepte enfin de les dénoncer.

Maurice Bertrand

² Lire Claude Julien, "Pour une autre politique", le Monde diplomatique . septembre 1994.